

Pesticides : Les ONG dénoncent les labels trompeurs

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2018

Les pesticides ont été un sujet important lors du Salon parisien de l'Agriculture. Alors que l'ensemble des acteurs s'accorde désormais sur l'urgence de la réduction de l'usage des pesticides, l'industrie fait également son chemin dans la tête des consommateurs et des distributeurs. Dans ce contexte, les labels fleurissent... et tous ne se valent pas. C'est pourquoi les associations engagées pour une alimentation durable, alertent l'ensemble des citoyens sur une nouvelle démarche : l'affichage de produits "sans résidu" de pesticides. En plus d'être inexact, cet affichage ne répond absolument pas aux enjeux globaux liés à la réduction de l'utilisation de ces molécules ; et biaise donc les choix des consommateurs désireux de faire attention à ce qu'ils achètent. Il est de fait impossible de garantir qu'un aliment ne contient aucun résidu ; il est seulement possible de préciser qu'aucun des pesticides recherchés n'a été trouvé, expliquent les associations qui dénoncent un glissement de l'un à l'autre devenu beaucoup trop fréquent. De plus, les résultats d'analyse peuvent varier jusqu'à 50 % en fonction du laboratoire et des méthodes utilisées. Elles rappellent par ailleurs que si les pesticides sont dangereux dans notre assiette, ils le sont aussi dans notre environnement. Ce n'est pas parce que des produits alimentaires ne présentent plus de trace de pesticides quand ils arrivent sur les étals qu'ils n'en ont pas été aspergés quand ils étaient aux champs. Ils se retrouvent ainsi dans l'air, dans l'eau et mettent en danger la santé des agriculteurs, la santé des riverains et tout simplement, l'ensemble des écosystèmes. Aujourd'hui, en France, 92 % des cours d'eau testés contiennent des traces de pesticides et plus de 25 % des pollinisateurs ont disparu ces trente dernières années. Sans oublier l'effet cocktail des pesticides : le mélange de ces substances chimiques peut représenter une toxicité imprévisible, plus élevée que pour chaque pesticide pris indépendamment. Cette nouvelle démarche ne répond donc pas à l'ensemble des enjeux de santé et d'environnement soulevés par les pesticides.

L'histoire de l'agronomie du XXe siècle est marquée par une simplification progressive des questions posées : il est capital que la question des pesticides ne soit pas réduite au même sort ! La seule solution pour nous garder loin des pesticides est donc de limiter globalement l'usage de ces molécules. Pour cela, il est nécessaire d'engager un changement de modèles agroalimentaires qui impulsera la transition écologique de l'agriculture. Chaque consommateur peut agir en promouvant une agriculture véritablement durable : l'agriculture bio, qui n'utilise aucun pesticide de synthèse ou encore, l'agroécologie, qui réduit l'usage des pesticides et est maintenant reconnu par une certification environnementale officielle, la "Haute Valeur Environnementale". Après dix ans d'effort des politiques publiques de réduction des pesticides, les associations demandent à ce que le gouvernement et la grande distribution prennent leurs responsabilités : en accompagnant les agriculteurs vers une réduction de leur usage des pesticides, mais aussi en s'engageant, envers les consommateurs, à ce que l'information (origine des produits, pesticides utilisés, etc.) soit transparente.

Signataires : Attac France, Bio Consom'acteurs, Commerce Equitable France, Eau et Rivières de Bretagne, FNH, France Nature Environnement, Générations Futures, Greenpeace, Justice Pesticides, LPO, MABD, MIRAMAP, OGM Dangers, WECE, WWF.